



LA LETTRE TRIMESTRIELLE DE L'AFRITAC DE L'OUEST

N° 42 – novembre 2023 – janvier 2024



Belgique
partenaire du développement



SOMMAIRE

Vue d'ensemble	2
Activités par domaine	4
Les cours en ligne du FMI	16
Rapports de missions mis en ligne sur le site du FMI	16
Activités à venir	18

VUE D'ENSEMBLE

Le FMI - Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest (AFRITAC de l'Ouest) a fêté son 20^e anniversaire le 8 novembre 2023, en organisant un événement virtuel visant à mettre en lumière ses principales réalisations, les leçons tirées de ses vingt ans d'activité et, les défis à relever à l'avenir.



L'événement s'est ouvert par des allocutions prononcées par les représentants des ministères des Finances de la Côte d'Ivoire et de la Mauritanie, rejoints par le directeur de l'Institut pour le développement des capacités du FMI, M. Desruelle. Les pays bénéficiaires et les institutions régionales ont rappelé les contributions du Centre, aux niveaux national et régional, à travers la mise en œuvre constante d'activités de développement des capacités. Les exposés des pays membres ont porté sur de nombreux sujets, notamment la situation des États fragiles et touchés par des conflits, le contrôle bancaire, la gestion de la dette, l'administration fiscale, les statistiques et la gestion des finances publiques. Plus d'informations ici: <https://www.linkedin.com/.../en-vingt-ans-le-d%25C3>.

Pour ce qui est des nouvelles du personnel, au cours de la période novembre 2023-janvier 2024, le Centre a enregistré l'arrivée de monsieur Francis Gahizi, recruté comme conseiller régional en statistiques de finances publiques.

Par ailleurs, le Directeur du FMI-AFRITAC de l'Ouest, M. Oral Williams a effectué en janvier 2024, une visite de travail en Mauritanie pour rencontrer les autorités mauritaniennes notamment M. Isselmou Ould Mohamed M'badhy, ministre des Finances, Président du comité d'orientation de l'AFRITAC de l'Ouest et les grandes directions bénéficiaires de l'assistance technique. Il a également rencontré les autorités de la Banque Centrale de Mauritanie (BCM) notamment le Gouverneur, ex-ministre des Finances, M. Mohamed Lemine DHEHBY et le ministre de l'Economie et du Développement durable, M. Abdessalam Ould Mohamed Saleh.



Le Directeur a pris part au cours de cette période au siège du FMI à Washington à la retraite des directeurs des 17 centres d'assistance technique du FMI au niveau mondial.



ACTIVITES PAR DOMAINE

A ADMINISTRATION DOUANIERE

AFRITAC appuie les autorités douanières à améliorer la gestion du risque et la sélectivité des contrôles, la maîtrise de la base taxable à l'importation, la dématérialisation afin de sécuriser et simplifier la chaîne de dédouanement et le renforcement du contrôle et du suivi des régimes d'exonération et suspensifs.

Conseiller résident en administration douanière



Avant son arrivée à l'AFRITAC de l'Ouest en septembre 2019, **M. Ahmed Boilil** a été conseiller résident en techniques douanières au Togo dans le cadre d'un projet Banque africaine de développement (BAD). Il a été également conseiller résident en administration douanière à l'AFRITAC de l'ouest de janvier 2009 à décembre 2012. Auparavant il a été Directeur général adjoint des douanes en Mauritanie.

Mauritanie - Gestion des risques automatisée pour la sélectivité des contrôles du 6 au 15 décembre 2023.

Il ressort de la mission que les Comités de sélectivité et technique, organes de gouvernance du projet de gestion automatisée des risques sont pleinement engagés pour son suivi et sa réussite. Des progrès substantiels ont été réalisés par la douane de Mauritanie vers l'adoption d'un système de gestion des risques automatisée pour la sélectivité des contrôles. La sélectivité a été améliorée et se met progressivement en place pour le contrôle des déclarations des mises à la consommation. Le taux global de déclarations en circuit de contrôle pour un contrôle physique (circuit rouge) ou documentaire (circuit jaune) reste cependant élevé. La réforme de l'ensemble des pratiques douanières en lien avec la sélectivité a déjà contribué à améliorer les résultats de l'administration des douanes de Mauritanie. Les actions de sensibilisation du Comité, conjointement aux modifications informatiques apportées sur le certificat de visite, ont permis de renforcer le suivi sur les actions des vérificateurs et de fiabiliser la base de données sur les résultats des contrôles.

Guinée-Bissau - Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane du 20 novembre au 1er décembre 2023.

Les principaux objectifs de la mission étaient les suivants : (1) évaluer la mise en œuvre des mesures recommandées par la mission AFW de mars 2021 ; (2) finaliser l'opérationnalisation des outils d'aide à la décision pour la mise en œuvre de la valeur transactionnelle. Il a été recommandé de renforcer les activités des services de lutte contre la fraude pour détecter les irrégularités liées à la valeur en douane, qui doivent inclure le registre ultérieur du montant à payer et des sanctions à appliquer, conformément à la législation en vigueur. Pour sa mise en œuvre, un modèle de rapport fiscal sur l'application de la méthode de la valeur transactionnelle a été élaboré pour l'inspection après dédouanement. Afin de garantir l'intégrité et l'exactitude de la base de données et de faciliter la gestion des risques, des instructions spécifiques ont été données pour l'enregistrement correct du certificat de visite SYDONIA ++ concernant les irrégularités constatées lors du dédouanement.

Burkina Faso – Evaluation des progrès réalisés dans le cadre du plan d'actions sur la valeur transactionnelle du 15 au 26 janvier 2024. Les travaux ont permis de constater que les analyses et études statistiques sont quasi

inexistantes et devront faire l'objet d'une plus grande attention. De plus, certaines statistiques ou données concernant les valeurs déclarées, les valeurs ajustées, les mesures contentieuses ne sont pas disponibles et ne permettent donc pas d'évaluer si les mesures mises en place se traduisent par une augmentation des recettes. La liste des écarts d'intervalles a été fournie afin qu'il prenne des mesures pour corriger ces écarts dysfonctionnels. Par ailleurs, la collaboration entre plusieurs services doit être

renforcée parce qu'elle permettra d'optimiser les mesures mises en place. Le plan annuel devrait inclure les entreprises qui importent des marchandises couvertes par les codes CST afin de confirmer ou d'infirmer les soupçons du risque identifié, c'est-à-dire la fausse valeur et ainsi enrichir les services d'analyse de risque.

A DMINISTRATION FISCALE

L'AFRITAC de l'Ouest conduit ses activités d'assistance technique en lien étroit avec la surveillance macroéconomique et les programmes du FMI pour aider les pays membres à surmonter leurs points faibles et aligner leurs niveaux de collecte des recettes sur leurs potentiels économiques. En liaison avec le Département des Finances publiques (FAD) du FMI, le Centre concentre son action sur l'amélioration de la maîtrise du risque de non-conformité et la consolidation des fonctions essentielles des administrations fiscales de la sous-région.

Conseiller résident en administration fiscale



M. Nicolas Hiol soutient depuis 2017 les administrations fiscales de la Guinée, du Niger et du Togo. En tant que membre du panel d'experts du FMI, il avait déjà eu l'occasion de mener différentes missions d'assistance technique dans la sous-région, au Burkina Faso, en Guinée et en Mauritanie.

Guinée – Appui au groupe de travail en charge de la préparation du plan stratégique de la DGI du 23 octobre au 8 décembre 2023.

L'objectif de la mission était d'aider le groupe à remplir son mandat, en développant avec succès le premier plan stratégique (PS) de la DGI. Rédigé suivant les orientations du Département des finances publiques (FAD), ce PS, couvre la période 2024-2026. La mission a d'abord fourni du soutien pour améliorer la méthodologie. Sur la base des travaux déjà effectués de la DGI, les experts ont ensuite aidé l'équipe à rationaliser la composante diagnostic du projet de PS grâce à une bonne identification

des forces et faiblesses. Ils ont également organisé des rencontres avec les groupements socioprofessionnels, les donateurs et les fournisseurs d'assistance technique pour recueillir leurs observations sur cette initiative. Les partenaires rencontrés étaient (i) l'UE, (ii) la Banque mondiale, (iii) la Banque africaine de développement (BAD) et (iv) l'Agence française de développement.

Les experts ont enfin convenu avec les autorités des modalités de gouvernance du PS, y compris un comité de pilotage, la méthodologie de suivi et les règles d'évaluation.

Conseiller résident en administration fiscale

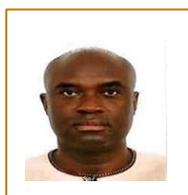


M. Olivier Sanz, conseiller résident en administration fiscale auprès de l'AFRITAC de l'Ouest depuis 2021, compte plus de vingt-cinq années d'expérience au sein de l'administration fiscale française, où il a occupé de nombreux postes à responsabilité, tant en administration centrale que dans les services opérationnels. Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest, où il a été conseiller résident de 2017 et 2019, Olivier Sanz était consultant international et membre du panel des experts du FMI. A ce titre, il a conduit de nombreuses missions d'assistance technique au Maghreb, en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale.

Bénin – Evaluation de la performance de l'administration fiscale du 15 au 28 novembre 2023. Cette seconde évaluation réalisée selon la méthodologie de l'outil d'évaluation diagnostique de l'administration fiscale (TADAT), a permis de mesurer les progrès accomplis par la Direction générale des impôts depuis la première évaluation menée en 2019, notamment en matière de gestion des risques et de promotion du civisme fiscal.

Conduite par le Département des finances publiques du FMI, la mission comprenait, outre le conseiller résident du Centre, des experts de la GIZ (coopération allemande), d'Expertise France et de de l'ATAF (forum sur l'administration fiscale africaine). Résultat des réformes entreprises, ce sont au total 13 indicateurs sur les 32 que compte l'outil qui voient leur note s'améliorer entre 2019 et 2023.

Conseiller résident en administration fiscale



M. Roland Atanga Fongue, Inspecteur principal des impôts et docteur en droit public, a travaillé pendant deux décennies au sein de l'administration fiscale camerounaise. Il y a contribué, à divers postes de responsabilités, à la mise en place de nombreuses réformes d'administration fiscale et de densification du réseau de coopération fiscale internationale. Membre du panel d'experts du FMI depuis 2011, il a mené de nombreuses missions d'assistance court terme en matière d'administration fiscale dans une quinzaine de pays. Avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en octobre 2022, il a

conduit une assistance technique long terme entre 2019 et 2022 au profit du Tchad, de la République centrafricaine (RCA) et de la République démocratique du Congo (RDC).

Mali : Renforcement de l'administration des moyennes entreprises de Bamako (Bamako du 8 au 12 janvier 2024).

Cette mission a permis de renforcer le processus d'élargissement du portefeuille des et d'améliorer le civisme fiscal des Centres des moyennes entreprises (CIME).

Les travaux de la mission ont permis une explication soutenue du schéma de récupérations et de croisements d'informations ayant abouti aux propositions de reclassement de contribuables vers les CIME de Bamako.

L'adhésion des autorités a été marquée sur les transferts de dossiers issus de l'annexe TVA. La nécessité d'impliquer le Bureau Audit Conseil dans le transfert physique et la validation en dernier ressort des transferts informatiques a également été établie.

Actions de renforcement du civisme fiscal des moyennes entreprises. Ces actions ont porté sur la généralisation de l'obligation de télépaiement dans les CIME de Bamako et l'unification de la déclaration mensuelle pour simplifier l'action des contribuables et le suivi post-déclaration par les agents de la DGI.

Mali : Voyage d'études de la DGI du Mali auprès de l'administration fiscale marocaine (Bamako du 15 au 19 janvier 2024).

Cette visite a permis, par l'observation des bonnes pratiques et de l'expérience de l'administration fiscale marocaine, d'identifier des mesures pragmatiques adaptées au contexte malien. Ces mesures couvraient initialement les domaines suivants : (1) traitement des données, analyse des risques et surveillance des grandes entreprises ; (2) contrôle interne et système de surveillance de l'intégrité des dirigeants ; et (3) l'identification, la planification et le suivi des activités d'atténuation des risques institutionnels. Cependant, au cours de la mission, d'autres sujets de grande importance pour l'administration fiscale malienne ont émergé, notamment le contrat de performance, le remboursement des crédits de TVA, le recouvrement des dettes fiscales impayées auprès des importateurs, la catégorisation et la labellisation de certaines grandes entreprises, l'encadrement des cadres intermédiaires, l'assistance aux la maîtrise d'œuvre des projets de digitalisation, le cadre institutionnel de dialogue entre la DGI et ses partenaires. Les participants ont étudié ces sujets en profondeur lors de la visite avec le soutien de l'équipe de la mission. Ce travail d'analyse a abouti à des mesures clés à mettre en œuvre rapidement.

Dans le cadre de la mise en œuvre de son Plan stratégique 2023-2025, la DGI malienne poursuit des objectifs de réformes ambitieux dont la réalisation nécessitera un accompagnement soutenu et sur le long terme. Les besoins d'assistance technique, identifiés et validés par les autorités lors de la visite, couvrent plusieurs éléments clés du plan d'action post-TADAT élaboré en juin 2023 par une visite à distance du FAD. Le cadre logique du nouveau projet Global

Public Finance Partnership, qui a été discuté et validé par les autorités lors de la visite d'étude, couvre les domaines suivants : (i) l'identification, l'analyse et le traitement des risques opérationnels et des ressources humaines ; (ii) le renforcement des capacités des cadres intermédiaires et la mise en œuvre de contrats de performance, (iii) la promotion de la discipline fiscale auprès des grandes entreprises ; (iv) le renforcement des fonctions de contrôle et de recouvrement des sommes impayées ; et (v) la modernisation du système de remboursement de la TVA.

Burkina Faso : Poursuite de l'approfondissement de l'analyse risque dans la programmation automatisée du contrôle fiscal du 4 au 11 décembre 2023.

La mission a permis de noter des progrès significatifs, notamment dans le processus d'identification des risques liés à la sous-déclaration. Elle a formulé des observations et des actions concrètes pour améliorer la cartographie des risques et mettre en œuvre des améliorations substantielles au niveau du système. Ces améliorations permettront d'affiner la programmation automatisée pour l'exercice 2024 et, à court terme, de consolider le système de programmation automatisée des audits à la DGI.

Dans le détail, les principaux résultats de cette mission d'assistance technique peuvent être résumés comme suit : (i) Optimisation des algorithmes (regroupement d'indicateurs dans un seul algorithme, développement d'un script de coloration unique, passage à l'utilisation de la syntaxe) ; (ii) Présentation des principaux points du web mining et de l'océrisation ;(iii) Présentation d'un modèle de formulaire automatisé. (iv) Élaboration de la note d'orientation sur le contrôle fiscal

G ESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Dans ce domaine, l'AFRITAC vise l'amélioration des capacités des personnes et institutions chargées de la gestion des dépenses publiques. Sous l'aspect gestion budgétaire, le programme d'activités vise le renforcement de la gestion budgétaire global, y compris la préparation, l'exécution et le contrôle. S'agissant de la gestion de la trésorerie, les activités visent l'amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie.

Conseillère résidente en gestion des dépenses publiques-aspect budget



Ha Vu a occupé plusieurs postes au FMI, comme économiste principal au sein du Département des finances publiques (FAD), ainsi qu'à la Banque mondiale. Elle dispose d'une expérience de 20 ans dans les finances publiques. Elle a contribué à l'élaboration du cadre d'évaluation de la gestion des investissements publics du FMI (PIMA).

Sénégal - Sensibilisation des parties prenantes au nouveau décret portant gestion des investissements publics (GIP) – 29 janvier 2024. Le nouveau décret s'inscrit dans la dynamique d'apporter des solutions aux insuffisances constatées lors des évaluations de la gestion des investissements publics PIMA et C-PIMA en 2023. Pour son effectivité, la Direction générale du budget avec l'appui technique de l'AFRITAC a organisé un atelier pour partager avec tous les acteurs, ses dispositions qui vont désormais régir le cycle de gestion des projets d'investissement public marqué par l'intégration de la dimension de la résilience climatique en termes d'atténuation et d'adaptation, de la planification jusqu'à l'évaluation ex post.

L'atelier a regroupé toutes les parties prenantes au processus de gestion des investissements publics, soit près de 150 participants. Le défi à court terme reste l'appropriation des innovations par les parties prenantes et l'adoption des textes d'application. L'AFRITAC appuiera aux autorités dans l'élaboration et l'amélioration des guides de maturation et de sélection des projets.

Conseiller résident en gestion des dépenses publiques-aspect trésor



M. Naby Abraham Ouattara a exercé pendant 21 ans au Trésor Public du Burkina Faso où il a occupé graduellement les principaux postes de responsabilités dont notamment ceux de Directeur des Affaires Monétaires et Financières, d'Agent Comptable Central du Trésor et de Directeur Général du Trésor et de la Comptabilité Publique. Il a effectué plusieurs missions d'assistance technique en qualité d'expert court terme du Département des Finances Publiques du FMI. Avant de rejoindre AFRITAC de l'Ouest, M. Ouattara a servi pendant trois ans et demi, à Conakry en qualité de conseiller en gestion des finances publiques pour le compte du FMI.

Mauritanie – Poursuite de l'appui à la préparation du premier bilan d'ouverture (BO) en comptabilité en droits constatés et patrimoniale (CDCP). – du 6 au 17 novembre 2023. La mission a (i) examiné la mise en œuvre des recommandations des précédentes

missions, (ii) organisé des séances de travail avec plusieurs structures pour faire le point sur les travaux d'assainissement des comptes, l'élaboration du BO 2024 et identifier les défis à relever afin de formuler les solutions techniques et recommandations adaptées.

La mission a également animé un atelier sur deux thèmes (1- Le bilan d'ouverture de l'Etat ; 2- L'articulation entre la comptabilité des matières et la CDCP).

Guinée - Appui à la mise en exploitation du Système Comptable Intégré de l'État (SCIE) – du 4 au 15 décembre 2023. La mission avait pour objectif d'appuyer les services de la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) dans l'exploitation du SCIE et dans l'analyse, aux fins d'assainissement, de la balance générale des comptes 2022. La mission a : (i) évalué l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations des précédentes missions de l'AFRITAC-Ouest, (ii) organisé des séances de travail avec les services techniques pour faire le point sur la mise en exploitation du SCIE et l'assainissement des comptes, (iii) analysé la balance générale des comptes du Trésor, arrêtée au 31 décembre 2022, sur la base d'un

outil développé par la mission, et (iv) assuré la formation des membres du Comité balance et des agents de la section consolidation à l'utilisation de l'outil d'analyse de la balance.

Togo - Appui à l'opérationnalisation du dispositif de contrôle interne comptable (CIC) – du 8 au 19 janvier 2024. La mission a élaboré et mis à la disposition des autorités, les outils de déploiement (1-Cartographie des risques ; 2-Plan d'action ; 3-Cartographie des processus ;4-Organigramme fonctionnel nominatif).et d'évaluation (1-Les contrôles de supervision a posteriori ; 2-L'échelle de maturité de la gestion des risques (EMR)) de la démarche CIC. Elle a également organisé un atelier de renforcement des capacités à l'attention d'une trentaine de personnes ressources en charge de la mise en place du CIC.

GESTION DE LA DETTE ET DEVELOPPEMENT DES MARCHES FINANCIERS

L'AFRITAC de l'Ouest soutient la formulation et la mise en œuvre de stratégies de gestion de la dette et de plan de trésorerie. Par ailleurs, le centre appuie les autorités dans leurs efforts de renforcement du cadre organisationnel de gestion de la dette, aide à l'amélioration de l'information sur la dette publique et, renforce les capacités d'analyse et de gestion de la dette publique. Le Centre soutient aussi les institutions régionales dans le développement du marché régional des titres d'État de l'UMOA.

Conseiller résident en gestion de la dette et développement des marchés financiers



Avant son retour à AFRITAC de l'Ouest en septembre 2023, **M. Oumar Dissou** a passé les quatre dernières années à Libreville au Gabon où il a aidé les pays membres de l'AFRITAC Centre à moderniser leurs cadres institutionnels de gestion de la dette publique, appuyé la mise en œuvre des réformes de développement du marché des titres publics et renforcé les capacités analytiques des services chargés de la gestion de la dette publique.

Burkina Faso : Elaboration du manuel des procédures de gestion de la dette publique - du 12 – 22 décembre 2023. La mission a permis d'élaborer un projet de manuel de procédures en collaboration avec la Direction de la dette publique, la Direction des affaires monétaires et financières et la Direction

générale de la coopération. Les procédures proposées tiennent compte du cadre institutionnel de gestion de la dette et des dispositions administratives en vigueur. L'élaboration du manuel a offert l'opportunité de suggérer des améliorations à certaines méthodes de travail et de proposer des

procédures de travail qui atténuent des risques qui ont été négligés jusqu'à présent.

Guinée Bissau : Renforcement des capacités en matière de préparation de la stratégie de gestion de dette à moyen terme - du 23 octobre – 3 novembre 2023. La mission a renforcé les capacités analytiques des agents du ministère de l'Économie et des Finances sur la démarche de préparation de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT) et les

a guidés dans son application aux données de la dette de la République de Guinée-Bissau projetées à fin 2023, à l'environnement macrobudgétaire et aux conditions de taux d'intérêt et de taux de change sur la période 2024-27. Elle a également fourni des conseils pour la finalisation et l'appropriation du document de la stratégie 2024-27, la mise en œuvre réussie et le suivi de la stratégie qui sera choisie.

SUPERVISION BANCAIRE

Le champ d'intervention de l'AFRITAC de l'Ouest dans le domaine de la supervision et de la réglementation financière vise à renforcer la solidité du système financier, à travers notamment la mise en conformité des réglementations et pratiques avec les principes définis par le Comité de Bâle. Ils comprennent le cadre prudentiel dit Bâle II / Bâle III, et la consolidation des acquis en matière de supervision basée sur les risques.

Conseiller résident en supervision bancaire



M. Jean-Charles Normand a rejoint l'AFRITAC de l'Ouest en janvier 2021 après une expérience de plus de trente ans au sein de la Banque de France, notamment dans des fonctions relatives à la supervision bancaire. Depuis 2004, il était en effet chef de missions de contrôle sur place, intervenant pour le compte de l'ACPR ou de la BCE auprès, des principaux établissements bancaires français mais également de compagnies d'assurances.

Banque centrale de Mauritanie (BCM) – Méthodologies de supervision, du 5 au 15 décembre 2023. Les objectifs de la mission visaient à l'amélioration des procédures effectives de supervision au travers de la mise en œuvre d'une approche par les risques.

Dans un contexte marqué par le renforcement des exigences en matière de gouvernance des banques, la BCM a défini avec l'appui de l'AFRITAC de l'Ouest un format de rapport annuel portant spécifiquement sur les questions de gouvernance, lequel permet à la banque centrale de disposer d'informations régulières et actualisées. Un des résultats de la mission a été de formaliser dans un manuel interne la

méthodologie de contrôle de ce nouveau rapport.

Par ailleurs, les équipes de contrôle bancaire sur pièces et sur place la BCM ont reçu une formation sur les sujets de gouvernance, au regard notamment de la méthodologie de contrôle sur place développée à l'occasion d'une précédente mission.

Enfin, il a été procédé à un examen de la notation des banques effectuée à l'aide du nouvel outil, et notamment de la prise en compte du dire d'expert, et à l'actualisation de la feuille de route relative à la supervision des institutions à statut légal spécial.

Banque centrale de la République de Guinée (BCRG) – Réglementation des grands risques et mise en place du ratio de liquidité court terme, du 7 au 17 novembre 2023. Les objectifs de la mission visaient à effectuer une revue de la réglementation guinéenne relative aux grands risques et à apporter un appui à la BCRG dans sa communication à la profession bancaire pour la mise en œuvre envisagée du ratio de liquidité court terme (*liquidity coverage ratio*).

La revue effectuée de la réglementation actuelle a mis en évidence des écarts par rapport au cadre bâlois, lequel lui est au demeurant postérieur. Des propositions de modifications

ont été faites et un projet d'instruction a été élaboré de manière interactive avec les équipes de la BCRG.

S'agissant de la future mise en œuvre du ratio de liquidité court terme, un atelier a été organisé auquel ont participé l'ensemble des banques guinéennes. A cette occasion, ont été présentés les principes généraux régissant ce ratio dans le cadre bâlois, les options retenues à ce stade par la BCRG ainsi que le fichier support de l'étude d'impact qui sera conduite en début d'année.

S STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES

L'axe central de l'assistance technique est l'appui à la mise en œuvre de la méthodologie du Manuel de statistiques de finances publiques (MSFP) du FMI 2001/2014 et à la production, ainsi que la diffusion des tableaux statistiques de finances publiques (SFP). Il s'agit en premier lieu des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire à savoir : (i) le Tableau des Opérations Financières de l'État (TOFE), principal document de synthèse des SFP, (ii) la situation des flux de trésorerie, (iii) le bilan financier et (iv) la situation de la dette.

Conseiller résident en Statistiques de finances publiques



M. Gahizi est un expert en finances et systèmes de gestion des finances publiques. Il a travaillé aux ministères rwandais et Sud-Soudanais de l'Economie et des Finances respectivement comme conseiller en Réformes de gestion des finances publiques et comme conseiller en Systèmes intégré de gestion des finances publiques, pour le compte du PNUD et USAID. Il rejoint AFRITAC Ouest, après à peu près huit (8) ans dans un poste similaire au sein d'AFRITAC Centre (région de l'Afrique centrale).

Conseiller résident en Statistiques de finances publiques



M. **Millogo François** a exercé, pendant 15 ans, des fonctions d'Administrateur des services financiers au Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers puis à la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Burkina Faso, avant de rejoindre l'AFRITAC de l'Ouest en 2022. Il a travaillé principalement dans le domaine des Statistiques de finances publiques (SFP), notamment du Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE).

Guinée- Elargissement de la couverture institutionnelle du TOFE et production des statistiques de la dette du secteur public conformément au MSFP 2014 et au guide SDSP 2011- du 15 au 26 janvier 2024.

La mission a permis de démarrer véritablement les travaux d'extension du champ de couverture du TOFE aux Etablissements publics à caractère administratif (EPA) et aux Collectivités locales (CL). Les données financières ont été collectées pour un échantillon d'EPA et de CL, contribuant ainsi à élaborer les TOF de ces deux sous-secteurs. Cette mission a également permis de collecter les données et de produire la situation de la dette pour l'administration

centrale budgétaire et pour un échantillon de sociétés publiques, en vue de la participation de la Guinée à la base de données conjointe Banque mondiale/ FMI sur les statistiques de la dette du secteur public.

La mission a recommandé, entre autres, l'accélération de l'opérationnalisation du nouveau service en charge des SFP à la Direction générale du budget et celle du Comité SFP, ainsi que la poursuite de la collecte des données financières des EPA, CL et sociétés publiques.

S **TATISTIQUES DU SECTEUR REEL**

L'AFRITAC de l'Ouest appuie les autorités dans la mise en œuvre du Système de Comptabilité Nationale (SCN) 2008 et du changement d'année de base dans tous ses pays membres. Le Centre appuie le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Mali et le Niger dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT).

Conseiller résident en Statistiques du secteur réel



M. **Sébastien Manzi** a travaillé d'abord en tant qu'économiste au département des statistiques du Fonds monétaire international à Washington, ensuite comme Conseiller Résident à l'AFRITAC Centre basé à Libreville au Gabon.

Togo – Rapport de mission de comptabilité nationale - du 23 octobre au 03 novembre 2023. La mission a aidé l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques (INSEED) du Togo à élaborer les comptes financiers pour 2019-2020 conformément au système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) dans le but de publier les comptes d'ici octobre 2024. Toutes les sources de données pour les comptes financiers 2019-2020 ont été collectées et traitées au cours de la mission.

Pour les sociétés non financières et un certain nombre de sociétés financières (auxiliaires

financiers notamment), les données de la Déclaration Statistique et Fiscale (actifs financiers bruts, passifs) pour 2019-2020 ont été utilisées pour compiler les flux de financement 2020. La mission a recommandé de finaliser le nettoyage des données et de traiter les données sur les actifs financiers des compagnies d'assurance avant de finaliser les comptes financiers.

La mission a également aidé l'équipe de l'INSEED à développer la matrice des flux de fonds et les tableaux "de qui à qui" connexes avec une implication accrue de différents membres de l'équipe des comptes nationaux.

La formation brute de capital fixe (FBCF) des autres sociétés de dépôt et des institutions de microfinance n'a pas été calculée pour 2020, et le montant était faible pour les compagnies d'assurance. La mission a proposé une méthode d'estimation de la FBCF pour ces trois secteurs institutionnels et a recommandé de réduire significativement les montants estimés des dividendes versés aux ménages pour les sociétés non financières.

Guinée – Statistiques de Comptabilité Nationale – du 30 octobre au 3 novembre 2023.

Les estimations préliminaires pour la nouvelle année de base (2018) des comptes nationaux (CN) suivant le Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008) ont été présentées par l'Institut national de la statistique (INS) de la Guinée au cours d'un atelier de revue par les pairs de cinq jours. Plusieurs questions ont été discutées et des recommandations spécifiques ont été faites pour améliorer les estimations finales pour l'agriculture, l'élevage, la pêche et l'exploitation minière, en utilisant le cadre du tableau des ressources et des emplois (TRE). La mission a noté des efforts significatifs dans la mise en œuvre des recommandations de la mission d'assistance technique organisée en avril 2023 sur la mise à jour de l'année de référence de 2006 à 2018 et la migration du SCN 1993 au SCN 2008.

Sénégal – Statistiques du secteur réel – du 27 novembre au 08 décembre 2023.

La mission avait pour objectif d'aider l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) dans les travaux de mise en place de la série contemporaine des comptes nationaux annuels (CNA) et la désaisonnalisation des séries mensuelles des différents indicateurs pouvant aussi être utiles dans la mise en place des comptes nationaux trimestriels (CNT).

La mission a noté les efforts menés dans le cadre de lancement du projet du changement d'année de base des comptes nationaux du Sénégal. La volonté de renouveler la base de calcul du PIB tous les cinq ans et les effets néfastes de la survenance de la pandémie de

COVID-19 constituent des éléments principaux d'explications du choix de l'année 2021 comme la nouvelle année de base qui remplacera l'actuelle année de base 2014.

Guinée – Statistiques de Comptabilité Nationale – du 11 au 22 décembre 2023.

L'objectif de la mission était d'assister l'INS pour finaliser les comptes annuels définitifs de 2021 et les comptes annuels provisoires de 2022 selon la base 2006 tout en appuyant la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation par les pairs pour améliorer les comptes de la nouvelle année de base (2018) conforme au Système de comptabilité nationale (SCN) 2008.

Les travaux de la mission ont permis d'utiliser les données actualisées, notamment celles de la balance des paiements (BDP) et des administrations publiques (APU), de réviser les premières estimations des comptes définitifs de l'année 2021 et d'estimer les comptes provisoires de l'année 2022 de la base 2006.

Sénégal – Séminaire inter-régional en Statistiques du secteur réel organisé conjointement par les Centres régionaux d'assistance technique du Fonds monétaire international (FMI) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (AFRITAC de l'Ouest et Centre)



– du 22 au 26 janvier 2024. Le séminaire avait pour objectif principal de guider les comptables nationaux des pays des AFRITAC Centre (AFC) et Ouest (AFW) sur l'utilisation des données des

sources administratives (DSA) pour élaborer des comptes nationaux (CN) de bonne qualité.

Ce séminaire vise plusieurs objectifs :

(i) En premier lieu former les participants sur les implications des nouveautés du SYSCOHADA sur l'analyse de la déclarations statistiques et fiscales (DSF) et ses annexes pour sa prise en compte dans les CNA selon le SCN 2008 ;

(ii) En second lieu mettre en place des maquettes de travail pour faciliter le traitement

des DSF par les comptables nationaux notamment pour les techniques d'apurement et de traitement de la DSF sur les points précis selon le SCN 2008 ;

(iii) En troisième lieu accroître la coopération entre les producteurs des comptes nationaux et les producteurs / utilisateurs de statistiques d'entreprises à travers la gestion d'un répertoire d'entreprises ; et

(iv) Enfin encourager le partage des bonnes pratiques par l'exposé des situations nationales.

ANALYSE MACRO-BUDGETAIRE

Le programme d'activités couvre en priorité l'intégration des processus de cadrages macroéconomiques et budgétaires, l'approfondissement des instruments de prévisions macroéconomiques et le renforcement des dispositifs de prévision des recettes fiscales. Les engagements comprennent aussi des processus d'allocation budgétaire globale à moyen terme l'élaboration des Document de Programmation Budgétaire et Économique Pluriannuelle et la redynamisation des dispositifs institutionnels de validation des cadrages macroéconomiques et budgétaires.

Conseiller résident en Analyse macro-budgétaire



M. **Djoret Biaka Tedang** a travaillé pour plusieurs organisations internationales dans le domaine de la modélisation et du cadrage macroéconomique et budgétaire avant d'intégrer l'AFRITAC de l'Ouest en 2018. M. Djoret a été également chef de division Conjoncture et Prévision au Tchad.

Burkina Faso – Renforcer la gestion des risques budgétaires - du 27 novembre au 1er décembre en virtuel, puis du 6 au 15 décembre 2023.

La mission, organisée conjointement avec la conseillère résidente en gestion budgétaire, avait pour objectif de renforcer la gestion, les outils et techniques de quantification des risques budgétaires. Elle a animé un atelier de formation sur les questions de cadre d'analyse des risques budgétaires, de bonnes pratiques internationales d'analyses de risques budgétaires et de la problématique de l'insertion de la gestion des risques budgétaires dans le cycle budgétaire. La mission a également

échangé sur les conclusions avec les partenaires techniques et financiers intervenant dans le secteur de la gouvernance économique au Burkina Faso. Avec eux, les pistes pour la suite du renforcement du dispositif de gestion des risques budgétaires ont été discutées.

Togo - Renforcer le dispositif technique de cadrage macroéconomique et budgétaire et la gestion des risques budgétaires, du 10 au 23 janvier 2024

La mission avait pour objectif de renforcer les dispositifs techniques de cadrage macroéconomique et budgétaire, en particulier

identifier les pistes d'amélioration du modèle PRECOMAT3 et former à l'analyse des risques budgétaires.

La mission a eu des échanges approfondis avec les principaux acteurs des dispositifs de cadrage macroéconomique et de cadrage budgétaire sur les outils utilisés ainsi que sur le lien entre les deux processus.

Elle a ensuite animé un atelier sur l'analyse des risques macroéconomiques. La mission a apporté ses commentaires et suggestions sur un projet d'arrêté portant création d'un comité de cadrage macroéconomique.



Burkina Faso - Appui à l'évaluation des politiques publiques, 29 janvier – 2 février 2024

Le conseiller résident a participé à l'animation d'un séminaire en hybride sur l'évaluation des politiques publiques (EPP), dans le cadre d'une mission conduite par FAD. Le séminaire avait pour objectif de former des formateurs pour renforcer les capacités institutionnelles sur l'EPP et apporter aux participants les éléments méthodologiques leur permettant de mener de manière opérationnelle les EPP.

Le séminaire a réuni les participants en présentiel à Ouagadougou, avec une animation à la fois à distance et en présentiel durant cinq

jours. Il a rassemblé 39 participants : conseillers de la Cour des comptes, conseillers techniques du ministère en charge des finances, inspecteurs de l'inspection générale des finances, cadres des directions générales du budget, de la coopération, du contrôle des marchés publics et des engagements financiers, du développement territorial, de l'économie et de la planification, cadres des directions générales des études et des statistiques sectorielles des ministères en charge de l'éducation nationale, des infrastructures, des finances, de la santé, de l'eau et de l'agriculture.

Webinaire sur la conjoncture économique du 2nd semestre 2023 et les prévisions 2023-2026 dans les Etats membres, et au Cap Vert – 28-30 novembre 2023.

Le séminaire, coorganisé par la Commission de l'UEMOA, AFRISTAT, et AFRITAC de l'Ouest visait à permettre aux participants d'échanger sur la conjoncture au deuxième semestre 2023 et les prévisions macroéconomiques 2023-2026, en vue de dégager une trajectoire cohérente des économies, à moyen terme des pays participants.

Il a réuni les représentants des Etats membres d'AFRITAC de l'Ouest et des institutions régionales.

Le conseiller résident y a fait une communication portant sur les perspectives économiques régionales et les risques qui pèsent sur ces perspectives.

LES COURS EN LIGNE DU FMI

Des informations générales sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.edx.org/school/imfx>.

L'inscription aux cours en ligne, accessibles aux fonctionnaires et, dans certains cas, au public, est accessible à l'adresse suivante : <http://imf.smartcatalogiq.com>.

L'Institut du FMI propose des formations en ligne aux fonctionnaires des pays membres et au grand public. Des courtes vidéos de formation sont disponibles à l'adresse suivante : <https://www.youtube.com/c/IMFInstituteLearningChannel/featured>.

RAPPORTS DE MISSIONS MIS EN LIGNE SUR LE SITE DU FMI

Les rapports suivants ont été mis en ligne sur le site **Partners Connect** du FMI. Les membres du comité d'orientation des pays et les donateurs qui ont signé un accord de confidentialité avec le FMI peuvent accéder aux rapports à l'adresse suivante : TA Reports (imfconnect.org).

BENEFICIAIRE	DOMAINE	TITRE
Mauritanie	Administration douanière	“Mauritania: Automated risk management for selectivity of front-line controls front line, (December 6 – 15, 2023), December 2023 (French)”
Bénin	Administration fiscale	“Benin: tax administration Diagnostic assessment tool, (November 15 – 28, 2023), January 2024 (French)”
Burkina Faso	Gestion de la dette	“Burkina Faso: Developing a debt management procedures manual, (December 12 – 22, 2023), January 2024 (French)”
Togo	Statistiques de finances publiques	“Togo: Report on the government finance statistics, (August 14 – 25, 2023), December 2023 (French)”
Burkina Faso	Statistiques de finances publiques	“Burkina Faso: Report on the government finance statistics, (July 17 – 28, 2023), December 2023 (French)”
Guinée-Bissau	Analyse macro-budgétaire	“Guinea-Bissau: Establishment of a budgetary and economic programming programming document (DPBEP), (October 16 – 20, 2023), November 2023 (French)”
Guinée-Bissau	Gestion de la dette	“Guinea-Bissau: Capacity building for preparing the medium-term debt

		strategy, (October 23 - November 3, 2023), December 2023 (French)”
Mauritanie	Statistiques de finances publiques	“Mauritania: Mission in Government finance statistics to improve the production of the State Financial Transactions Table according to the 2014 GFSM, (July 3 – 14, 2023), December 2023 (French)”
Mali	Statistique du secteur réel	“Mali: National Accounts Statistics, (October 9 – 20, 2023), October 2023 (French)”

ACTIVITES A VENIR

Les principales activités planifiées pour la période février 2023 – avril 2024 sont résumées dans le tableau ci-après, avec des dates indicatives.

GESTION DES DEPENSES PUBLIQUES		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Bénin	Mission d'appui technique à la mise en œuvre d'une mesure de réforme au titre de l'accord sur la facilité pour la résilience et la durabilité (FRD)	26 février-8 mars 2024
GESTION DE LA DETTE ET DEVELOPPEMENT DES MARCHES FINANCIERS		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Etats membres AFW	La communication avec les investisseurs du marché des titres publics	19 au 24 février 2024
Bénin	Formation sur l'utilisation du cadre de viabilité de la dette	26 février au 8 mars 2024
ADMINISTRATION FISCALE		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Etats membres AFW + Madagascar et l'Union des Comores	Séminaire régional « Les leviers de la digitalisation face à l'objectif de maîtrise de la population fiscale en Afrique de l'Ouest »	18 au 22 mars 2024 Lome (Togo)
Guinée-Bissau	Renforcement de l'appropriation et de l'utilisation de KONTAKTU par les personnels de la DGCI	Avril 2024
Mauritanie	Appui à la modernisation des procédures de recouvrement	Avril 2024
Côte d'Ivoire	Participation à la mission du siège (FAD)	Février-Mars 2024
Mali	Mission de suivi de la mise en œuvre du plan post- TADAT	Avril 2024
ADMINISTRATION DOUANIERE		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Mauritanie	Amélioration de la gestion et du suivi des engagements douaniers ainsi que du recouvrement de la dette douanière.	25 mars-5 avril 2024
STATISTIQUES DE FINANCES PUBLIQUES		
Togo	L'élaboration des statistiques de finances publiques (SFP) conformément au Manuel de statistiques de finances publiques 2014 (MSFP 2014) et sur les statistiques de la dette publique.	26 février - 8 mars 2024
SUPERVISION BANCAIRE		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date

Mauritanie (BCM)	Revue du format des rapports annuels des banques sur le contrôle interne et la supervision des risques.	5-9 février 2024
Guinée (BCRG)	Analyse des résultats de l'étude d'impact relative au ratio de liquidité court terme.	11-15 mars 2024
Union Monétaire Ouest-africaine (UMOA) / Secrétariat général de la Commission bancaire (SGCB)	Mission de formation dans le domaine de la supervision bancaire portant sur la supervision sur base consolidée.	21-23 février 2024
Union Monétaire Ouest-africaine (UMOA) / Secrétariat général de la Commission bancaire (SGCB)	Mission de formation dans le domaine de la supervision bancaire portant sur le risque de liquidité.	25 au 26 mars 2024
Union Monétaire Ouest-africaine (UMOA) / Secrétariat général de la Commission bancaire (SGCB)	Mission de formation dans le domaine de la supervision bancaire portant sur le risque climatique	27 au 29 mars 2024
ANALYSES MACROECONOMIQUE ET BUDGETAIRE		
Missions d'assistance technique		
Bénéficiaire	Thème	Date
Guinée-Bissau	Opérationnaliser l'outil d'allocation budgétaire à moyen terme et améliorer l'analyse des risques budgétaires	19 février au 1 ^{er} mars 2024
Pays membres	Webinaire interrégional sur la validation du « guide de projection du Tableau des opérations financières des administrations publiques » (« Guide TOFAPU »)	6-8 mars 2024

MEMBRES



Bénin



Burkina Faso



Côte d'Ivoire



Guinée



Guinée-Bissau



Mali



Mauritanie



Niger



Sénégal



Togo

PARTENAIRES



Belgique
partenaire du développement



AFRITAC de l'Ouest
Immeuble BCEAO
Abidjan, Plateau
Côte d'Ivoire
www.afritaouest.org
www.facebook.com/afritaouest
(+225) 27 20 20 89 87